¿ Interrogations ?
revue pluridisciplinaire de sciences humaines et sociales

Collectif des revues en lutte, Noûs Camille

Sciences en danger, revues en lutte

Pour citer l'article

Collectif des revues en lutte, Noûs Camille, « Sciences en danger, revues en lutte », dans *revue ¿ Interrogations ?*, N°30. Revue ¿Interrogations ? en lutte, juin 2020 [en ligne], http://www.revue-interrogations.org/Sciences-en-danger-revues-en-lutte (Consulté le 26 avril 2024).

ISSN 1778-3747

Tous les textes et documents disponibles sur ce site sont, sauf mention contraire, protégés par la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

« Depuis le début de l'année 2020, plus d'une centaine de revues académiques, en grande majorité issues des sciences humaines et sociales françaises, se déclarent les unes « en lutte », les autres « en grève ». Prenant part au mouvement social en cours, leurs comités de rédaction protestent à la fois contre le projet visant les retraites, contre la réforme de l'assurance chômage adoptée à l'automne 2019 et contre les propositions contenues dans les rapports pour la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR)[2]. Par son ampleur et par sa forme – la grève et le vote de motions qui incitent les comités de rédaction à sortir de leur réserve habituelle –, cette mobilisation est historiquement inédite. La dynamique collective qu'elle suscite, par-delà les disciplines, les écoles et les conditions d'exercice de chacune des revues, témoigne du sentiment de révolte que provoquent ces réformes. Pour l'enseignement supérieur et la recherche, la réforme des retraites telle qu'envisagée actuellement par le gouvernement conduira à l'accroissement général des inégalités (entre hommes et femmes, entre titulaires et précaires, etc.) et à l'appauvrissement futur de toutes et tous, fonctionnaires, contractuel·les ou précaires. La réforme de l'assurance chômage augmentera, elle aussi, la vulnérabilité déjà difficilement supportable du très grand nombre des travailleur·euses précaires sur lesquel·les repose massivement la vie des universités et des laboratoires : ils et elles représentent d'ores et déjà plus d'un quart des effectifs d'enseignant·es, et encore bien davantage parmi les travailleurs et travailleuses administratif·ves et techniques. La LPPR, enfin, ne fera qu'aggraver le manque de moyens, de postes et de stabilité, et approfondir les inégalités qui minent l'enseignement supérieur et la recherche, et que deux décennies de « réformes » massivement contestées n'ont cessé d'amplifier. »

Une crise organisée du service public de la recherche et des universités

lire ici

Revues scientifiques : une économie de la connaissance efficace

lire ici

Défendre l'autonomie de la recherche et de l'édition scientifique

lire ici

=> Intégralité de l'édito commun du collectif des revues en lutte et Camille Noûs, publié le 05 mars 2020, accessible sur : https://universiteouverte.org/2020/03/05/edito-commun/

ou téléchargeable ici :